

Avant-Propos

L'histoire française n'est pas seulement hexagonale et la société française d'aujourd'hui est aussi héritière d'expériences collectives lointaines comme celles des Amériques, et de puissantes confrontations comme celles de l'esclavage aux Amériques. Et force est de constater que du passé on ne fait pas table rase, même quand on veut l'ignorer. Car les mémoires des souffrances et des humiliations d'avant tardent à se faire oublier et elles ne s'évanouissent pas forcément des mentalités avec le temps.

Mais une importante question se pose à propos de l'oubli : y a-t-il une nécessité d'oublier et qu'est-ce qui peut l'être ?

À la fin du siècle dernier, dans les années 1990, l'association des Anneaux de la Mémoire vit le jour dans la ville de Nantes qui fut le premier port négrier français au cours du XVIII^e siècle et au début du XIX^e. Et cette association fut justement fondée au cœur du questionnement sur la contradiction qu'il pouvait y avoir ou pas entre le souvenir ou l'oubli. La réponse à cette vaste question a progressé dans la pratique et l'expérimentation de ce qu'il convient de nommer le travail de mémoire qui reste toujours à définir. Il y eut d'abord une exposition temporaire réalisée à Nantes avec l'aide des pouvoirs publics, largement fondée sur le récit historique de la traite et de l'esclavage à travers le monde atlantique. Elle fut présentée au public pendant près de deux années durant lesquelles elle reçut la visite de 400 000 visiteurs dont de nombreux scolaires qui s'en souviennent encore, et qui resta sans lendemain après sa fermeture en 1994.

À la suite de cette première expérience éphémère, et afin de poursuivre un travail de mémoire toujours en recherche, malgré la perte des moyens conséquents des pouvoirs publics, l'association s'engagea dans une autre expérience beaucoup

plus modeste mais qui dure encore. Les *Cahiers des Anneaux de la Mémoire*, une publication annuelle destinée à participer à la diffusion des travaux de chercheurs, furent fondés en 1999. Il s'agissait d'abord d'offrir aux lecteurs et aux lectrices un accès à la recherche et aux travaux des historiens, mais aussi un accès aux auteurs venus d'autres disciplines et de cultures diverses qui s'interrogent d'une manière ou d'une autre à travers leurs recherches sur le passé esclavagiste et ses conséquences contemporaines.

La réalisation de cette série d'ouvrages collectifs qui est devenue aujourd'hui une collection est due à la générosité de plus de 300 auteurs du monde atlantique et aussi de l'océan Indien, qui apportent depuis près de 20 ans leurs travaux à ce projet. Et sa longévité est due à la qualité de leurs recherches qui permettent de découvrir ce que peut être un travail de mémoire sur les traites et sur les esclavages grâce à la connaissance de l'histoire. En effet, c'est par cette connaissance que les sociétés se donnent les moyens de dialoguer avec leur origine.

Or, qu'est-ce que dialoguer avec l'origine, et pour quoi faire ?

Hugues Liborel Pochot qui aimait à se définir comme psychanalyste guadeloupéen, natif de Capesterre en Guadeloupe et qui nous a quittés en 2013, fut l'un des fondateurs des *Cahiers* et apporta cette notion à l'expérience de travail de mémoire poursuivie dans la collection depuis toutes ces années.

Pour la psychanalyse, le dialogue avec l'origine est une démarche essentielle dans la construction de l'identité. C'est à travers le récit de sa propre histoire que l'individu identifie et prend conscience des éventuels traumatismes qu'elle lui a légués et qui peuvent encore l'aveugler jusqu'à le paralyser. Le projet des *Cahiers des Anneaux de la Mémoire* a été d'appliquer cette méthode à l'échelle de nos sociétés concernées par le passé esclavagiste, en publiant notamment les récits historiques qui permettent d'identifier l'origine des traumatismes collectifs et des blessures de la mémoire collective qui aveuglent et paralysent encore nos sociétés contemporaines. Nous nous proposons ainsi de participer à tous les efforts déjà existants de reconnaissance du passé, mais aussi de dépassement des blessures et des traumatismes hérités de ce passé.

Et nous étions dans l'air du temps puisqu'en 2000, le philosophe français Paul Ricœur publiait un ouvrage important qui reste néanmoins méconnu, intitulé *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*. Il concerne un autre crime de masse contre l'humanité et plus récent encore, celui de la shoah pour lequel cet auteur considère que « seul le travail d'histoire dont la théorie reste à faire » permet de résoudre les ravages des traumatismes collectifs légués par l'histoire. Et c'est exactement le projet que le comité de rédaction des *Cahiers des Anneaux de la Mémoire* sous la responsabilité de l'association a souhaité développer à propos des traites négrières et des esclavages aux Amériques qui relèvent elles aussi des questions de mémoire, d'histoire et d'oubli.

Et pour en revenir à l'interrogation de départ : de quel oubli s'agit-il ?

Ce sont les traumatismes enfouis dans les mémoires collectives et individuelles dont le monde contemporain a hérité qui doivent être oubliés, et non pas les femmes et les hommes qui ont contribué à la construction du monde atlantique dans l'esclavage. Mais les questions de mémoire, d'histoire et d'oubli ne sont pas réservées aux seuls descendants des sociétés esclavagistes elles-mêmes, c'est toute la société française avec ses expériences et ses diverses composantes qui est concernée. Car on peut considérer que les Amériques, en lien avec l'Afrique de celles et ceux qui ont été déportés sur l'Atlantique, ont tenu un rôle majeur, même indirectement, au cours des derniers siècles de la longue histoire française. Ce vaste processus économique qui s'est déroulé avec toutes ses conséquences tragiques, démographiques, politiques, sociales et culturelles, a produit des richesses et aussi contribué à forger des idées et des mentalités nouvelles devenues progressivement prégnantes dans toute la société française, en rapport direct avec l'importance de ce phénomène.

À l'époque pionnière du milieu du XVII^e siècle où ce processus prit une ampleur décisive qui transforma les trois continents qui bordent l'Atlantique, les petites îles de la Guadeloupe dans la mer des Antilles furent l'un des premiers laboratoires de l'expérience française aux Amériques. L'origine de la Guadeloupe et aussi la fondation de la société guadeloupéenne sont des chapitres d'histoire qui, depuis plusieurs siècles ont contribué à forger une part de l'identité française. Et si en termes démographiques cette expérience ne concerne qu'une population équivalente à celle d'une grande ville de l'hexagone, toute la singularité de cette expérience, qui fut d'abord coloniale et esclavagiste en plein siècle des Lumières et d'affirmation des Droits de l'homme, reste néanmoins un puissant révélateur des paradoxes et des contradictions de la société et de l'identité française qui peuvent être surmontés ; à condition de ne pas les nier, les occulter ou les instrumentaliser. Et pour oublier le trauma, il faut d'abord connaître et reconnaître l'existence des populations et des individus dont l'expérience, loin de l'hexagone et loin dans le temps, reste néanmoins prégnante jusque dans le monde contemporain. C'est pourquoi dans cette nouvelle édition des *Cahiers des Anneaux de la Mémoire* qui a pour thème la Guadeloupe, nous avons choisi encore une fois de commencer par faire de l'histoire. Mais faire de l'histoire n'est pas neutre, c'est toujours un choix. Et avec le précieux concours des auteurs qui ont bien voulu offrir leurs travaux sur ce thème, nous avons donc choisi de faire d'abord l'histoire des processus économiques qui sont à l'origine de la construction de la Guadeloupe et par-delà ces processus globaux, l'histoire des travailleurs de la terre qui sont les fondateurs de la société guadeloupéenne.

Les terres émergées sillonnées par les Amérindiens nomades de la mer sont devenues un territoire où se sont sédentarisés des colons et des travailleurs de la terre. L'archipel battu par les vents et la houle de l'océan Atlantique à l'Est, et

protégé par la mer des Antilles sur la côte sous le vent à l'Ouest, est devenu une terre agricole parmi les premières que l'État royal et la colonisation française ont développées aux Amériques. Et c'est avec l'esclavage négrier au cœur du système économique et social que cette société originale fut fondée. C'est toute l'historicité de la Guadeloupe coloniale, agricole et esclavagiste depuis les premières déportations d'Africains en 1638 il y a près de quatre siècles, qui est rappelée par Jean-Pierre Sainton instruit de ses importantes recherches historiques. Il démontre à juste titre la nécessité du récit historique dans l'effort de recherche identitaire de la société guadeloupéenne d'aujourd'hui, en précisant bien que ce récit qui, rappelons-le n'est pas neutre, est d'abord de la responsabilité de celles et ceux qui occupent ce territoire. Presque quatre siècles d'histoire sur des îles encerclées par la mer, mais jamais totalement isolées au sein du vaste monde atlantique, ont forgé une société riche d'événements, de défaites mais aussi de victoires et de conquêtes. Les travailleurs de la Guadeloupe, incarcérés en quelque sorte dans le système total de l'habitation à propos duquel on peut s'interroger sur le caractère précurseur des totalitarismes qui ont atteint leur paroxysme au cours du XX^e siècle européen, ont cherché diverses réponses à cette condition sociale imposée par la force, et qui ont oscillé entre l'adaptation et le rejet. Après deux siècles d'existence, la faillite du système esclavagiste a entraîné l'abolition de 1848 et l'évolution d'une société guadeloupéenne profondément meurtrie, inquiète et toujours en quête d'identité mais néanmoins riche de sa spécificité et de sa complexité.

Mais le récit historique n'est pas seulement la description objective d'un processus, c'est aussi la révélation de vies individuelles du passé. Dans le cas de la Guadeloupe, ces vies individuelles d'avant furent majoritairement frappées par la tragédie de l'esclavage. Et comment rendre compte de ce tragique qui fut aussi fondateur de la société guadeloupéenne ? C'est la question que Daniel Maragnès explore. Est-il légitime de se réclamer de la souffrance des autres et au nom de quoi parle-t-on ? S'agit-il d'un témoignage ou d'un vol ?

Et pourtant, il faut en parler. Et c'est ce qu'il fait dans le court drame philosophique qu'il nous propose qui est accompagné par le conte tragique de Gilda Gonfier.

Il faut cependant poursuivre et approfondir aussi le récit historique, c'est-à-dire s'instruire de l'origine et apprendre comment une économie en cours de mondialisation, fondée sur une technologie agro-industrielle en progrès constants, a transformé le monde atlantique naissant et forgé le destin de populations entières. Christian Schnakenbourg fait la chronologie de la longue histoire de la culture de la canne et de la production du sucre qui est devenu le socle et le moteur de l'économie antillaise et notamment de la Guadeloupe, « l'île à sucre ». Les premières explorations d'autres continents que l'Europe par la mer ont donné aux Portugais l'opportunité de sortir de la Méditerranée la technologie du sucre

au cours du XV^e siècle pour l'expérimenter d'abord dans les îles atlantiques de la côte d'Afrique : Madère au large du Maroc et surtout Sao Tomé, au fond du golfe du Bénin au large de l'Afrique centrale, qui fut le premier laboratoire et le premier modèle d'habitation sucrière du monde atlantique. Les nouvelles technologies maritimes qui ont permis aux navigateurs portugais de poursuivre leurs explorations de l'autre côté de l'Atlantique leur ont servi à exporter et développer plus loin encore la production du sucre jusqu'au Brésil. Au cours du XVII^e siècle, ce sont les Hollandais à l'avant-garde du nouveau commerce international grâce à leur suprématie maritime qui avait supplanté celle des Portugais, qui ont amélioré et introduit cette culture aux Antilles et plus particulièrement en Guadeloupe. La révolution alimentaire du sucre bénéfique à bien des égards pour la santé de ses consommateurs grâce à sa richesse en sels minéraux et sa capacité de conservation des fruits, et bénéfique aussi pour les profits des maîtres de sa production et de sa distribution, s'est développée sur le modèle d'un capitalisme international naissant et au prix de l'asservissement de travailleurs déportés d'Afrique et soumis aux conditions de travail et aux règles coercitives de sociétés esclavagistes. Si l'esclavage a fini par disparaître, l'économie sucrière a néanmoins perduré sur un modèle en évolution largement influencé par ses origines et que les travailleurs de la terre ont constamment dû continuer à remettre en cause, étape après étape.

On connaît assez bien désormais la condition des esclaves au travail. Les documents conservés dans les archives fournissent des données sur les nombres de travailleurs, les compétences techniques requises, les outils ou les machines qu'ils mettaient en œuvre, les quantités produites, ainsi que sur les circuits commerciaux mis en œuvre, les investissements financiers engagés et les bénéfices réalisés. Certains récits plus descriptifs complètent ce que ces informations nous apprennent déjà. Mais on connaît moins bien les conditions d'existence de la société des esclaves qui était niée en tant que telle par la société des maîtres, ceux qui détenaient un pouvoir totalitaire. Pourtant des travaux sont en cours depuis longtemps pour tenter d'explorer la vie sociale des populations et des familles durant la période esclavagiste, malgré la difficulté qu'il y a à interpréter avec rigueur des sources qui n'étaient pas destinées à rendre compte de l'existence de communautés déniées. Cependant des documents démographiques produits au cours des années précédant l'abolition de 1848 permettent à Raymond Boutin d'apporter une connaissance plus intime de la condition humaine sous le joug de l'esclavagisme. On peut deviner à travers les chiffres et les statistiques qu'il a analysés, l'impact de la condition d'esclave sur la natalité, sur la mortalité, sur les rapports entre les hommes et les femmes, sur les modèles familiaux subis ou réinventés, et qui permettent ainsi d'entrevoir tous les obstacles que les sentiments humains eurent à surmonter et à vaincre pour survivre dans ces systèmes esclavagistes.

Après l'abolition de l'esclavage, l'économie sucrière cessa d'être fondée sur le système de l'habitation sucrière, plus connue sous le nom de plantation, où les travailleurs étaient la propriété du maître au même titre que la terre qu'ils mettaient en valeur. Mais ceux-ci restèrent néanmoins exclus de la propriété foncière et de la propriété de leur production. Ils passèrent du système de l'esclavage à celui du colonat partiaire. Les agriculteurs de la Guadeloupe cessèrent ainsi de subir le statut d'esclave pour adopter celui de colons partiaires, mais toujours sur les terres des mêmes propriétaires fonciers. Ce fut un changement radical en terme de statut juridique, mais beaucoup moins radical en terme de conditions de travail et avec toujours la pauvreté jusqu'à la misère pour destin. Les petits paysans restaient liés aux propriétaires fonciers à qui ils devaient l'essentiel de la récolte de canne qui leur était imposée, car ils n'avaient ni le choix de la production ni celui de la résidence. Et les travailleurs de la terre ont donc poursuivi étape après étape la remise en cause de leurs conditions de travail et d'existence encore largement influencées par l'organisation économique d'antan. Ce n'est qu'à la fin du XX^e siècle, dans les années 1970, que l'on peut considérer que des transformations radicales de la condition paysanne furent imposées par la transformation de la propriété foncière. Adrien Mounien fut parmi les fondateurs du syndicalisme des paysans-travailleurs de la Guadeloupe de l'époque et l'un des responsables de cette transformation menée par l'insoumission paysanne qui eut raison de l'économie de plantation et qui permit l'émergence d'une véritable paysannerie guadeloupéenne. Il nous décrit comment la Guadeloupe fut pionnière aux Antilles et pas seulement françaises dans cette rupture radicale cette fois avec le passé. Reste que la monoculture de la canne en Guadeloupe dans le contexte fortement concurrentiel de la mondialisation globale de l'économie agricole, est en déclin et oblige à repenser une politique agricole pour la Guadeloupe. Mais elle dispose toujours d'une terre productive ainsi que d'une paysannerie riche de sa longue historicité.

Celle d'aujourd'hui est toujours à l'œuvre malgré les légitimes inquiétudes que peuvent inspirer les lourdes menaces qui pèsent sur l'économie sucrière de la Guadeloupe. Bernard Gomez, photographe, a rencontré des paysans-travailleurs de Marie-Galante sur leur terre et dans l'usine. Ils l'ont accueilli, et à travers les trois chapitres du reportage photographique qui illustre cet ouvrage collectif ; ils témoignent de leur existence et de leurs convictions.

Le sucre fut une révolution alimentaire dans le monde atlantique naissant dont la terre de Guadeloupe fut l'un des théâtres pionniers, mais il y en eut une autre qui appartient aussi à la culture de la société guadeloupéenne. Certains historiens s'interrogent toujours sur la réputation de Christophe Colomb et des ses équipages d'avoir été les premiers explorateurs des Amériques, c'est-à-dire d'avoir appris à traverser l'Atlantique vers l'Ouest et d'avoir su en revenir. Des navigateurs basques de la côte du golfe de Gascogne à la frontière de l'Espagne et de la France

auraient peut-être atteint les côtes des Amériques auparavant, mais au Nord-Est de ce continent où ils auraient découvert une formidable richesse alimentaire dans la mer au large de l'île de Terre-Neuve : la morue. Mais peu importe qui furent les premiers. Cette découverte fut un autre moteur de l'économie du monde atlantique en construction en ravitaillant progressivement les populations des trois continents qui bordent l'océan et jusqu'à certaines populations de l'océan Indien. Ce poisson bénéfique lui aussi pour la santé de ses consommateurs grâce à sa richesse en protéines animales permit d'améliorer massivement l'alimentation des plus pauvres. Et dans le monde atlantique, les esclaves appartenaient évidemment au monde des pauvres. Myriam Alamkan nous explique qu'en Guadeloupe, dès le XVII^e siècle, les esclaves noirs et les engagés blancs partageaient un régime alimentaire déjà à base de morue. Et cette fois encore, par la description de l'histoire de la morue en Guadeloupe, elle démontre l'importance du récit historique au service de la compréhension du monde contemporain.

Après presque quatre siècles, la morue appartient sans conteste au patrimoine gastronomique de la Guadeloupe. Et les quelques recettes de cuisine traditionnelle qu'elle nous propose peuvent contribuer à inspirer la confection de repas qui est une activité universelle de chaque jour depuis la nuit des temps, et pour toujours.

L'abolition de 1848 qui avait supprimé la législation de l'ordre esclavagiste sans en éradiquer pour autant les mentalités, eut des conséquences majeures sur la poursuite de la construction de la société guadeloupéenne au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. C'était une période de croissance de l'économie sucrière par la demande de plus en plus massive de consommateurs européens notamment. Pour satisfaire cette demande et les profits qu'elle générerait, il fallait une main-d'œuvre toujours plus abondante pour accroître la production. Les nouveaux affranchis ne pouvaient plus être contraints au travail forcé et les nouvelles législations internationales interdisaient la traite négrière, c'est-à-dire l'achat de main-d'œuvre sur les côtes d'Afrique. Ce ne fut pas le principe nouveau pour l'époque, du salariat où le travailleur reste libre – il n'est ni vendu ni acheté et ne vend que sa force de travail durant le temps où il travaille – qui fut instauré ; ce fut le système de l'engagisme qui avait prévalu pour les travailleurs pauvres venus d'Europe aux débuts de la colonisation de la Guadeloupe. L'engagisme était une servitude comparable à celle de l'esclavage mais pour quelques années seulement, au bout desquelles l'engagé redevenait théoriquement libre, à la différence de l'esclave qui l'était à vie pour l'essentiel. Christian Schnakenbourg a minutieusement étudié les processus de substitution de la main-d'œuvre manquante de l'époque par les engagés d'Afrique centrale d'abord. Mais après le transport de quelques milliers d'entre eux qui furent nommés « Congos » en Guadeloupe, les Britanniques à l'origine de l'abolition de la traite atlantique finirent par empêcher ce recrutement qui ressemblait trop à la traite négrière justement. Et c'est vers l'océan Indien que les navires français se sont dirigés pour recruter une main-d'œuvre indienne sous le statut d'engagés et

qui ont apporté leur force de travail et leur culture à la construction de la société guadeloupéenne.

Et c'est sur les fondations de tous ces apports de populations et de toutes ces expériences prégnantes qu'elle a poursuivi son destin. Elle est un exemple de la singularité des sociétés composites du Nouveau Monde pour reprendre la formule d'Édouard Glissant, qui se sont construites à partir de multiples apports rassemblés dans un temps court, à la différence des sociétés des vieux mondes, composites elles aussi, mais construites à l'échelle du temps long. La singularité et aussi la complexité de la société guadeloupéenne ne sont cependant pas une exception, même si la prétention à l'exception est une vieille et affligeante mode française. L'expérience guadeloupéenne est certes instructive, mais il est utile d'aller s'instruire aussi de celle des autres. Fred Réno propose une analyse comparée des processus de créolisation, d'intégration et de revendications politiques des populations venues du continent indien en Guadeloupe sous l'influence française et au Guyana, pays frontalier du Venezuela, sous l'influence anglaise. À partir de ses enquêtes dans ces deux pays d'Amérique centrale qui ont en commun les mémoires des déportations et des immigrations, il questionne les phénomènes d'ethnicité et de multiculturalité vécus dans la tradition universaliste française de la Guadeloupe ou différencialiste britannique du Guyana. Et il peut être enrichissant pour tout le monde bien au-delà de cette partie du monde, de s'instruire de ces expériences pionnières d'un processus de mondialisation entraînant des déplacements de plus en plus massifs de populations qui ont apporté leurs cultures respectives, qui date de longtemps et qui ne cesse de s'étendre.

La vitalité de la vie culturelle en Guadeloupe est incontestable et souvent fortement enracinée dans les rythmes du pays. Comme c'est le cas de l'art du *gwoka* par exemple, une musique et une danse en constante évolution qui puise son inspiration en partie dans les origines africaines ancestrales de la société guadeloupéenne et dans les défis du monde contemporain. La chronologie de la chanson *gwoka* au XX^e siècle écrite par Marie-Hélène Laumuno qui associe l'art de la musique et de la danse à la recherche identitaire, démontre une fois de plus l'utilité de la réflexion historique.

Lors de l'édition du n°15 de la collection des *Cahiers des Anneaux de la Mémoire* en 2014, intitulée « Créolités aux Amériques françaises », les musiciens et les danseuses de la troupe de *gwoka* Mamanthe-Massilia Ka de Marseille, accompagnés du danseur et chorégraphe Max Diakok, avaient offert leurs talents pour illustrer ce précédent ouvrage collectif. Leur originalité dans la pratique de cet art éminemment guadeloupéen a toute sa place dans cette nouvelle édition et rend compte d'une créolité non seulement subie, mais aussi choisie.

Depuis l'origine, lorsqu'il était monarchique et par la suite lorsqu'il devint républicain, l'État fut toujours le maître-d'œuvre de l'expérience coloniale française. L'un des derniers soubresauts de ces choix de domination fut la guerre d'Algérie dans les années 1950 dont la mémoire n'en finit pas d'interpeller la société française tout entière par les traumatismes individuels et collectifs qu'elle a générés. Les jeunes Guadeloupéens de l'époque, donc Français, ne furent pas à l'abri de ces événements historiques car le service militaire était obligatoire et l'armée française recrutait massivement les hommes jeunes pour la guerre coloniale. Ceux qui venaient de la Guadeloupe eurent à affronter non seulement la guerre, mais aussi une difficile question identitaire. Étaient-ils dans le camp des colonisateurs comme Français ou des colonisés comme Guadeloupéens ? Car il faut rappeler que la colonisation française aux Amériques fut d'une autre nature du point de vue des personnes concernées que celle de l'Afrique. Tout d'abord celle de la Guadeloupe date d'une époque lointaine dont les articles précédents ont largement rendu compte. Par ailleurs, elle s'est faite par l'éviction d'une manière ou d'une autre des populations amérindiennes originaires, vulnérables et trop peu nombreuses face à l'afflux massif de populations venues des vieux mondes. Et les descendants de celles et ceux venus depuis si longtemps de gré ou de force ont la même légitimité les uns comme les autres à considérer la terre où ils sont nés comme étant la leur, et aussi la société dans laquelle ils vivent comme étant aussi la leur. Par contre, la colonisation de l'Afrique s'est développée beaucoup plus tard, à partir du milieu du XIX^e siècle, même si certaines relations commerciales étaient florissantes depuis longtemps avec la traite négrière par exemple. Cette colonisation a duré approximativement un siècle, et elle n'a jamais pu évincer des territoires colonisés les populations et leurs civilisations respectives ancestrales. Ainsi les combats des Africains pour les indépendances étaient des combats contre des envahisseurs et non pas des combats contre eux-mêmes. Karine Sitcharn a mené une enquête particulièrement délicate auprès de Guadeloupéens qui ont vécu ce profond dilemme, chacun à sa manière. Elle démontre elle aussi la force du récit historique. Celui qu'elle propose cette fois est celui de parcours individuels tout aussi éclairants que le récit historique global.

Ce qui a pu emporter des Antillais dans l'adhésion à la cause des indépendantistes d'Algérie fut le rejet de l'idéologie raciste qu'ils subissaient eux aussi. Cette idéologie, qui théorise l'inégalité en prônant toutes sortes de racismes, ethnique, chromatique, de classe ou de genre selon les besoins, est l'argument puissant de toutes les pensées totalitaires. Dans l'expérience coloniale le racisme chromatique, blanc-noir, est le fléau construit intellectuellement au cours du XVIII^e siècle avec l'argument de la science. Il s'est développé en parallèle et en opposition avec l'émergence de la pensée universaliste des Lumières qui ne furent pas que françaises, mais aussi britanniques par exemple du côté de l'Écosse notamment avec « *The Scottish Enlightenment* ». Il fallait justifier l'esclavage des Africains noirs aux Amériques

pour la bonne marche d'un certain développement économique que permettait leur labeur harassant. Par la suite, cette idéologie fut mise aussi au service de la colonisation de l'Afrique et cette humiliation profondément inscrite dans les mémoires fut l'une des causes d'événements dramatiques en Guadeloupe en mai 1967. Jean-Pierre Sainton en fait le récit et permet ainsi de les rappeler ou de les faire connaître. La répression qui fut infligée aux émeutiers quelques années après la fin de la guerre coloniale en Algérie, fit douter durablement de nombreux Guadeloupéens sur leur appartenance à la société et à la République française. Beaucoup se sont sentis traités comme des colonisés, ce qui eut de lourdes conséquences sur la poursuite de l'émergence d'une revendication indépendantiste à la fin du siècle dernier.

Aujourd'hui, au XXI^e siècle, les problèmes économiques, politiques ou sociaux sont souvent associés aux questions identitaires de la société guadeloupéenne construite dans le temps et la complexité. Et la vitalité de la vie culturelle s'inspire aussi de ces questions essentielles à travers la littérature notamment. Guy Tirolien, Maryse Condé, Albert Béville, Sonny Rupaire, Roger Toumson entre autres, révèlent leurs sensibilités d'écrivains et aussi leurs expériences guadeloupéennes. Ronald Selbonne nous rappelle les publications littéraires les plus importantes de ces auteurs qui appartiennent au patrimoine de la littérature en langue française. Et il s'inspire de leurs questionnements parfois virulents pour proposer une analyse sociologique de la Guadeloupe contemporaine sous la forme d'un archipel de thématiques.

L'histoire de la Guadeloupe est douloureuse et les questions identitaires le sont tout autant. Les débats sont contradictoires et les méthodes d'analyse divergent. Ce n'est pas à partir de l'expression littéraire en langue française que Bernard Phipps dresse un portrait de la Guadeloupe contemporaine, mais à partir des langues qui y sont pratiquées, le français et le créole. Leur usage n'est pas seulement au service du dialogue mais aussi des enjeux de pouvoir selon les époques. Il observe que le concept de mimétisme dans lequel on se définit d'abord par rapport à l'autre plutôt que dans la conscience de soi-même, est l'un des fondements des diverses pratiques des langues françaises ou créoles jusqu'à leur instrumentalisation. Les langues sont les témoins de l'historicité de la Guadeloupe et si elles furent hier l'outil de la domination esclavagiste, elles restent aujourd'hui un enjeu déterminant dans l'expression du débat politique et le processus d'affranchissement par la parole. Elles sont profondément représentatives de la société guadeloupéenne contemporaine.

Au début de ce propos nous avons introduit la notion de l'origine par la connaissance de l'histoire comme une méthode utile de quête identitaire. La réflexion des auteurs précédents est complétée par celle philosophique de Daniel Maragnès qui introduit en plus l'idée de la fondation. Car les questions de mémoires

ne concernent pas seulement l'histoire posée comme lieu objectif du passé, mais elles concernent aussi chaque existence individuelle. Et l'esclavage qui est le drame intrinsèque à la fondation des sociétés originales et créoles des Amériques, l'est aussi à la fondation de chacun de ses individus. La fondation esclavagiste depuis l'origine ne peut être niée et la mémoire du drame ne peut être perdue. L'oubli du trauma exige de sortir du silence mais la quête de l'origine qui concerne la communauté ne doit pas couvrir le regard sur la fondation qui concerne chacun de ses membres dans l'affectivité et le souci. Et le deuil ne doit pas être seulement l'enfouissement de la fondation sous peine de désastre. C'est avec cette difficile question sur l'identité que s'achève la présentation des travaux des auteurs qui ont bien voulu contribuer à l'écriture de cet ouvrage collectif sur la Guadeloupe, et que des portraits d'hommes au travail proposés par Bernard Gomez viennent conclure.

On peut considérer ces expériences et ces questionnements collectifs et individuels comme lointains et étrangers, et qui ne concerneraient que les autres avec leurs différences de toutes sortes. Il faut toutefois se méfier de la pertinence du point de vue exotique et distant du spectateur, même empathique et indigné, et du juge de la vie des autres. Car, de même que l'expérience guadeloupéenne lointaine appartient néanmoins à l'expérience française, l'expérience de l'esclavage du passé qui tarde à se faire oublier, qui révèle le tragique de la perte de la liberté, de l'arrachement à soi-même, de la souffrance humaine et de la mort, appartient aussi à l'universel.

Aujourd'hui il n'y a pas que les écrits indispensables qui peuvent participer à la construction du monde contemporain par-delà le drame de l'esclavage. Il y a aussi les innombrables lieux de mémoire dispersés tout autour de l'Atlantique qui témoignent de la vérité de ce drame et de toute sa dimension, non seulement dans le temps mais aussi dans l'espace. Il serait illusoire de prétendre faire le récit global et définitif d'un phénomène aussi vaste et décentralisé, qui a duré des siècles et concerné les trois continents de l'Atlantique, dans un « lieu unique » même prestigieux au service du prestige. C'est pourquoi l'expérience de travail de mémoire que beaucoup partagent, incline à préférer la mise en valeur de tous les sites instructifs et représentatifs de toutes les histoires locales qui ont contribué à l'histoire globale du monde atlantique, plutôt que privilégier un quelconque lieu symbolique.

En Guadeloupe où de nombreux aménagements de lieux de mémoire sont déjà proposés aux publics, les Anneaux de la Mémoire se sont joints récemment à un projet en cours depuis de nombreuses années, celui de la réhabilitation de l'habitation caféière la Gravelière sur la Basse-Terre qui date des origines de la construction de la Guadeloupe. Nous avons voulu rendre compte de ce projet qui témoigne du passé.

Nous avons aussi tenu à rendre compte d'une œuvre récente et importante qui témoigne cette fois de l'avenir : le Mémorial ACTe. Au cœur du port de Pointe-

à-Pitre, servi par une architecture résolument moderne, un complexe culturel et mémoriel a été bâti pour rappeler non seulement le passé mais aussi pour servir la créativité et questionner l'avenir. C'est ce questionnement que nous propose Stéphanie Mulot.

Au milieu du passé et de l'avenir, les travailleurs qui ont participé à l'illustration de cet ouvrage, et que Sylvaine Dampierre a rencontrés et filmés pour un documentaire en cours de réalisation qu'elle nous présente et qui sera une autre forme de lieu de mémoire, sont toujours là, au travail et dans la dignité.

Pour conclure, nous tenons à remercier tous les auteurs et collaborateurs qui ont bien voulu nous confier gratuitement leurs travaux et nous apporter leur aide.

Nous remercions tout particulièrement le professeur Jean-Pierre Sainton pour le travail original fondé sur ses importantes recherches historiques, qu'il a fourni à cette dix-huitième édition des *Cahiers des Anneaux de la Mémoire* consacrée à la Guadeloupe, ainsi que pour son soutien. Nous informons nos lectrices et nos lecteurs de la parution en 2015 aux éditions Karthala d'un ouvrage historique important en plusieurs tomes qu'il a dirigé et qui est intitulé *Histoire et civilisation de la Caraïbe (Guadeloupe, Martinique, Petites Antilles)*.

Nous remercions aussi tout particulièrement Gilda Gonfier et Sylvaine Dampierre pour l'inspiration qu'elles ont su apporter à la conception de cet ouvrage.

Nous remercions les institutions et les autorités politiques et culturelles citées en première page pour leur soutien financier.

Enfin, et encore une fois depuis dix-huit ans de parution des *Cahiers des Anneaux de la Mémoire*, il nous faut remercier les membres, les sympathisants, les collaboratrices et les collaborateurs de l'association des Anneaux de la Mémoire, bénévoles pour l'essentiel, qui permettent la poursuite du projet de travail de mémoire entrepris depuis plus de vingt-cinq ans.

Certains nous ont quittés, d'autres plus jeunes nous ont rejoints, mais l'engagement et la conviction demeurent.

Jean-Marc MASSEAUT

directeur de rédaction
des *Cahiers des Anneaux de la Mémoire*,
vice-président des Anneaux de la Mémoire